

LA TRIBUNE POPULAIRE

PRIX DE L'ABONNEMENT :

	Paris.	Départ.	Etr.
Trois mois.	8	12	16
Six mois.	16	23	30
Un an.	30	45	60

ANNONCES, 60 cent. la ligne.



ADMINISTRATION,

Rue Bergère, 27, au coin du faubourg Montmartre.

S'ADRESSER :

Pour tout ce qui regarde la Rédaction et la Direction à M. L. MÉNIER, et pour l'Administration, à M. DENAIN.

27, rue Bergère.

(On ne reçoit que les lettres affranchies.)

AVIS.

On s'abonne, en province, chez tous les libraires et aux bureaux des Messageries nationales et générales, qui reçoivent les abonnements à la Tribune Populaire, sans aucune addition de frais de port d'argent et commission, aux conditions indiquées en tête du journal.

Les Directeurs de poste se chargent de l'envoi des fonds pour les abonnements, moyennant un droit de 2 o/o. L'administration ne reçoit que les lettres affranchies.

SOMMAIRE :

La loi et l'égalité des salaires. — Actes officiels et nominations judiciaires. — Nouvelles déclarations. — Troubles à Rouen. — La Tour-de-Paï. — Violences à Vierzon. — Représentants nommés dans les départements. — Elections à Paris. — Troubles à Brantôme. — Lettre d'un employé. — Bilan de la Banque. — Bourse, etc.

PARIS, 28 AVRIL 1848.

A toutes les époques de crise, de transition, on voit surgir mille systèmes d'opinion, l'imagination se lance en aventure dans le domaine infini de l'idéal ; la nature de l'homme, sa destinée, les conditions de son existence comme individu et comme homme, tout est mis en question, — l'utopie, l'extravagance ont aussi leur lit de parade. La tyrannie de l'idée tend à se substituer à la tyrannie du fait : toutes les énergies se produisent au vu de tous, à la grande lumière ; et ce sont là autant de germes de désordre, de désaffection, de méintelligence jetés au sein d'une société qui se réveille dans un calme plein de dignité, pour se frayer la voie nouvelle où il lui sera permis d'accomplir ses glorieuses destinées. Du point de vue où nous sommes placés, et pleins de confiance dans la force invincible des vrais principes républicains, nous examinerons sans faiblesse, sans prévention, ce combat nouveau, cette espèce de pêle-mêle de toutes les idées, de toutes les utopies qui vont se croisant, se combattant, s'entre-détruisant dans les régions de la spéculation pure, pour venir, en dernier lieu, se briser, impuissantes et déconsidérées contre le fait, contre l'impossibilité de la réalisation.

Nous estimons que les ennemis de la République, si tant est qu'elle ait des ennemis, se trouvent précisément dans le camp de ses plus ardens défenseurs. Croyez-le bien, l'espèce humaine a été ballottée de tout temps d'un extrême à l'autre extrême, parce qu'elle a été inhabile à s'asseoir sur les bases de la raison. Deux forces contraires, opposées, tirent, poussent la société en sens inverse. — Chercher à concilier l'action des deux forces, trouver les lois de l'équilibre, voilà notre tâche ; c'est là tout le travail.

Tout système nouveau, toute idée nouvelle qui cherchent à se produire, qui frappent à la porte d'une société, demandant d'être citée, ne peuvent s'imposer par aucune violence, par aucune expérimentation, par aucun subterfuge. — Leur valeur intrinsèque peut seule assurer leur intronisation, leur triomphe définitif. La société, comme les individus, ses habitudes que vous ne changerez pas violemment, pour la lancer, dans des voies inconnues, à la recherche de je ne sais quelle félicité idéale, quelle suprême béatitude. Ne perdons pas de vue que si nos désirs sont immenses, si nos aspirations ne connaissent point d'horizons, nos moyens sont bornés, et par suite, il ne sera jamais donné aux hommes d'établir une harmonie parfaite entre le désir, l'aspiration, l'espérance et leur réalisation, leur accomplissement.

Tenons-nous donc en garde contre les entraînements de notre esprit, contre les sollicitations d'un patriotisme plus ardent qu'é-

clairé. Ne dépensons pas notre vie à poursuivre des fantômes, des chimères. Le moment est solennel, la patrie est là attentive, elle a besoin de tous les dévouements, de toutes les intelligences, de tous les courages. — Ne lui refusons pas le concours de nos efforts. — Unissons-nous dans une même pensée, et la République française sortira de tous les obstacles, de toutes les difficultés.

La présomption orgueilleuse, l'entraînement de l'égoïsme d'une part, l'ignorance et les préjugés de l'autre, voilà les seuls ennemis à craindre.

Mais ces ennemis ne résistent pas à la force toute puissante de l'union et de la concorde.

Nous extrayons d'un compte-rendu publié par le journal *l'Atelier* les considérations qui ont déterminé la société républicaine de l'Atelier, composée d'ouvriers, à se prononcer contre la suppression de la concurrence et contre l'égalité des salaires :

La société repousse l'extinction de la concurrence et l'égalité des salaires, comme principes attentatoires à la liberté individuelle et ennemis du progrès. On indique trois moyens d'arriver à l'association : 1° par des économies individuelles réunies ; 2° par des souscriptions faites par des personnes sympathiques ; 3° par l'intervention de l'Etat, fournissant des capitaux nécessaires à des sociétés offrant de grandes garanties de moralité. — Les capitaux ne manquent jamais : ce sont les capitalistes ; le premier devoir de l'homme, c'est le dévouement, le sacrifice envers ses semblables ; et l'association, pour être durable, doit être fondée sur la fraternité.

La même société a motivé en ces termes le rejet de la proposition d'un de ses membres, qui demandait un vaste système de monopole au profit de l'Etat :

« La société, après avoir délibéré, considérant :
« Que le système proposé par le citoyen Verdeau supprime la concurrence, ne veut qu'une seule association par métier, et exige que l'Etat ait le pouvoir exécutif dans l'association ;
« Attendu que vouloir que tous les ouvriers ne fussent que de simples fonctionnaires du gouvernement, et que l'Etat fût le régulateur souverain, ce serait attenter à la liberté individuelle et arriver à la négation complète de la liberté, c'est-à-dire au communisme, à l'esclavage, à l'absence de toute dignité humaine ;

« Qu'il faudrait, pour pouvoir admettre un pareil système, supposer que tous les hommes sont parfaits, et qu'il est impossible de discuter au sujet d'un monde chimérique ou dont on ne peut fixer la venue ;
« Qu'il faut raisonner sur des certitudes et prendre l'homme avec toutes ses passions ; que les passions sont la force et la vitalité de l'humanité, et que sans elles on arriverait au suicide de l'espèce humaine par l'ennui ;
« Rejette le projet. »

Actes officiels et communications DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Le ministre de l'intérieur arrête :
Vu le rapport du citoyen directeur des musées nationaux concernant les ateliers de restaurations des peintures et leur réorganisation ;
Une commission de trois artistes, de trois amateurs, d'un peintre et d'un restaurateur, sera nommée par le directeur des beaux-arts et le directeur des musées nationaux, pour surveiller, conjointement avec le conservateur de la peinture, la restauration des tableaux, la mise au concours d'après le mode indiqué au susdit rapport.

LEDU-ROLLIN.

Par arrêté du Gouvernement provisoire de la République, en date du 27 avril 1848, ont été nommés :
Procureur de la République près le tribunal de première instance de Montluçon (Allier), M. Salneuve, juge-suppléant remplissant les fonctions de substitut près la chambre temporaire du tribunal de Riom, en remplacement de M. Bernet-Rollande, non acceptant.

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Cosne (Nièvre), M. Valéry, avocat, en remplacement de M. Gambon, non acceptant ;

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Bourg (Ain), M. Perrot, ancien magistrat, en remplacement de M. Perrin, appelé à d'autres fonctions ;

Juge suppléant au tribunal de première instance de Sarrebourg (Meurthe), M. Henri (Henri-

Joseph), avocat à Strasbourg, docteur en droit, en remplacement de M. Gadel, appelé à d'autres fonctions ;

Juges suppléants au tribunal de première instance de Saint-Mihiel (Meuse), MM. Larzillière-Beudant, avoué licencié, et Leblanc (Charles-Nicolas), avocat, docteur en droit, en remplacement de MM. Larzillière-Steinhoff, décédé ; et Dumont, appelé à d'autres fonctions.

Par le même arrêté, MM. Bergevin, président du tribunal de première instance de Blois (Loir-et-Cher), et Fournier fils, juge d'instruction au tribunal de première instance de Montluçon (Allier), sont suspendus de leurs fonctions.

Par arrêté du Gouvernement provisoire de la République, en date du 27 avril 1848, ont été nommés :

Juge de paix du canton de Luzy, arrondissement de Château-Chinon (Nièvre), M. Boulu, ancien notaire et ancien maire, en remplacement de M. Bertrand ;

Juge de paix du canton d'Avize, arrondissement d'Epervay (Marne), M. Denize, juge de paix de Heiltz, en remplacement de M. Obriot, non acceptant ;

Juge de paix du canton de Thiviers, arrondissement de Nontron (Dordogne), M. Theulier, ancien juge de paix de ce canton, en remplacement de M. Lepine ;

Juge de paix du canton de Graulhet, arrondissement de Lavaur (Tarn), M. Béus (Auguste), ancien suppléant de cette justice de paix, en remplacement de M. Besse ;

Juge de paix du canton de Nuits, arrondissement de Beaune (Côte-d'Or), M. Desmoulins, ancien juge de paix du canton de Dijon, en remplacement de M. Gesveller ;

Suppléants du juge de paix du canton d'Huriel, arrondissement de Montluçon (Allier), MM. Delannoy, propriétaire, et Paul (Charles), notaire, en remplacement de MM. Pannecoy et Bourgoing ;

Suppléant du juge de paix du 2^e arrondissement de Paris, M. Bataillard (Charles-Thomas), avocat, en remplacement de M. Yooss, avoué, appelé à d'autres fonctions ;

Suppléant du juge de paix du 4^e arrondissement de Paris, M. Yooss, avoué, en remplacement de M. Ramond de la Croisette, colonel de la 5^e légion de la garde nationale de Paris.

Le même arrêté accorde des dispenses d'âge à M. Potier, juge de paix du canton de la Ferté-Saint-Aubin, arrondissement d'Orléans (Loiret).

Par arrêté du gouvernement provisoire de la République, en date du 27 avril 1848, ont été institués :

Président du tribunal de commerce de Narbonne (Aude), M. Jean-François (Pierre), en remplacement de M. Razouls (François) ;

Juges au même tribunal :
M. Bringuier (Michel), en remplacement de M. Capman ;
M. Julia cadet (Pierre), en remplacement de M. Vié (B.) ;

Suppléants au même tribunal :
M. Carrettier (Justin), réçu ;
M. Baïlac (Antoine), en remplacement de M. Espallac (Barthélemy) ;

M. Cathala (Joseph), en remplacement de M. Rozier fils, non acceptant, mais seulement pour siéger jusqu'à l'expiration du mandat qui avait été conféré à ce dernier ;

Juges au tribunal de commerce du Mans (Sarthe) :
M. Thoré (Charles), en remplacement de M. Fourché ;

M. Lavigerie, en remplacement de M. Bri-

chet.

Suppléants au même tribunal :
M. Moriceau, en remplacement de M. Thoré (Charles) ;

M. Vérité, en remplacement de M. Lavigerie ;

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE. — On lit dans le *Times*, 27 avril :
« Nous avons souvent exprimé aussi énergiquement que possible la désapprobation et le dédain que faisait naître en nous le ton dictatorial pris quelques fois par lord Palmerston dans ses communications avec les Etats secondaires ou moins puissants de l'Europe. Ce ton est une honte pour lui, pour le ministère anglais et pour le peuple ; mais le duc de Soto-Mayor a montré que les Etats ainsi bravés ont entre les mains le remède à ces bravades. De telles dépêches doivent être renvoyées. Dans un moment comme celui-ci, il était de l'intérêt, il était du devoir du gouvernement anglais d'adopter vis-à-vis de l'Espagne une politique conciliante et amicale. C'est la marche contraire qu'il a suivie. On a essayé d'intimider le cabinet espagnol. Il est notoire aujourd'hui que ce sont les prétextes de lord Palmerston qui ont été de nature à forcer la duchesse de Montpensier et son mari à quitter l'Angleterre pour se rendre en Hollande, et que si, avant de partir, la princesse et le prince n'ont pas été reçus par la reine

en audience particulière, c'a été de l'avis de lord Palmerston. Il n'a dès lors pas été difficile à la princesse et au prince, en arrivant à Madrid, de persuader à la reine Isabelle que sa sœur n'avait pas été reçue en Angleterre avec la considération qu'elle méritait. M. Bulwer a reçu l'ordre de compléter cet héroïque exploit contre des princes fugitifs, en faisant une démonstration diplomatique contre le cabinet qui venait de battre la révolution dans les rues de Madrid. Voilà l'habile manière de lord Palmerston cherchant à réparer les échecs que lui avait fait subir un antagoniste adroit à Paris. C'est ainsi que l'on recommande le nom de l'Angleterre auprès du peuple espagnol, jaloux à l'excès de sa propre dignité ! Mais nous dirons que le peuple anglais n'est pas du tout préparé à cette extinction délibérée d'une alliance qui lui est rendue chère par de longs services, et qu'il ne comprend pas une politique sacrifiant à d'absurdes prétentions, à de misérables passions, les intérêts nationaux. Notre envoyé à Madrid a été mis dans une position peu digne d'envie, et le renom de notre diplomatie a été compromis en donnant un avantage incontestable à ceux qu'elle semblait vouloir admonester.

— On lit dans le *Morning Post* du 27 avril :

« Nous avons lieu de croire qu'une démonstration de l'opinion publique va neutraliser autant que possible la misérable politique de la dernière et de la présente administration. Plusieurs dames de haut rang pensent à adopter une résolution, en vertu de laquelle elles s'engageront à ne porter que des étoffes de fabrique anglaise. On annoncera cette résolution au premier moment : nous l'annonçons, parce que d'habitude, dans cette saison, les débauchés de Londres font leurs achats de printemps. La dépréciation générale des prix en France pourrait les engager à acheter plus de marchandises françaises. Ces marchandises baisseraient comparativement de valeur, dans le cas où un mouvement général aurait lieu pour la protection de l'industrie anglaise. »

— On écrit de Lisbonne au *Times*, du 27 avril :

« On dit que le comte de Thomar se rend à Cadix, et qu'il sera chargé d'une mission spéciale à Madrid ; d'autres personnes prétendent que le comte va visiter ses enfants, en pension à Xerez. »

— Le journal, la *Commune de Paris*, disait l'autre jour qu'aucun Français ne pouvait montrer son visage à Londres sans être insulté. C'est là une fausseté indigne. Le journaliste devait le savoir, et s'il l'a publié, ce ne pouvait être que pour quelque objet honteux.

(*Morning Chronicle* du 27.)

— On lit dans le *Morning Chronicle* du 27 :

Lord John Russell ne lit pas assurément les dépêches de lord Palmerston. Il n'avait pas lu certainement le manifeste insultant, blessant, arbitraire, dictatorial adressé par H. Bulwer, au gouvernement espagnol. Lord Palmerston semble croire que les ambassadeurs et les ministres à l'étranger ne sont que des commissaires à qui il peut déléguer des pouvoirs illimités pour promouvoir et propager ses idées personnelles d'administration : comme M. Ledru-Rollin, il voudrait, coûte que coûte, faire prédominer son système personnel et canoniser ses propres caprices dans des proconsulats de son choix. Il faudrait pourtant qu'il sût bien qu'il est une autre manière que l'intimidation pour propager les grands principes gouvernementaux ; il est aussi détesté que l'était lord Chatham dans les cours de l'Europe, et il n'est pas aimé dans les conseils de l'une et l'autre Amérique.

Les principes généraux essentiels à l'ordre dans toutes sociétés sont partout caractérisés et modifiés suivant les habitudes locales, les traditions, le climat, les mœurs. Le grand malheur de notre politique étrangère actuelle, c'est de fermer les yeux à cette vérité. De tous les peuples, le peuple espagnol est celui auquel il serait le plus impossible d'assimiler à nos institutions et à nous.

— On écrit de Lisbonne, le 20 avril au *Daily News* du 27 :

« Nonobstant les plaintes de notre gouvernement, le manque de courtoisie de M. Crémieux à l'égard de dona Maria, les étudiants de l'université de Coimbra (406 sur 500), ont rédigé et envoyé une adresse de félicitations au Gouvernement provisoire de France. La reine furieuse, ou plutôt le roi, dans son dépit, a ordonné de faire marcher des troupes cabalistes pour renforcer celles qui sont à Coimbra. Peut-être en résulterait-il quelque collision.

Il a été envoyé au Gouvernement provisoire de France une demande de réparation pour violences exercées sur trois sujets français, cruellement maltraités par les soldats du gouvernement. Un d'eux a eu l'œil arraché hors de son orbite.

La marine portugaise se compose du vaisseau *Vasco da Gama*, de 80 canons, à Lisbonne ; 2 vaisseaux démantelés ; 5 frégates démantelées ; la *Rainha*, de 46 ; à Belem ; 8 corvettes, dont 3 seulement en état de prendre la mer ; 4 bricks, dont 6 démantelés ; 8 petits schooners et 4 bateaux à vapeur.

John Lhoski, autrichien de misérable apparen-

ce, est amené au bureau de police de Marlborough-Street sous la prévention d'avoir importuné le prince de Metternich, et brisé quelques vitres à l'hôtel de Brunswick, dans Prince-Street. John Watson, maître de l'hôtel de Brunswick, déclare que le prince de Metternich et sa suite sont descendus dans son hôtel. Le prévenu est venu demander le baron Hugel, faisant partie de la suite du prince. Le baron a fait dire qu'il ne recevait pas. Le prévenu est sorti en jurant, et il a jeté des pierres dans les vitres des fenêtres.

Le prévenu, avec véhémence : Mais vous ne savez pas que vous avez chez vous un reptile. Le prince Metternich est un traître ; il a été condamné par la diète de Hongrie et il n'ose pas se montrer. Cet homme est tout couvert de sang, et vous recevez cela ?

Le magistrat : Mais vous, qui êtes-vous ?

Le prévenu : Je suis docteur en philosophie, je demeure n° 3, High-Street, depuis huit mois. J'ai reçu de l'argent du gouvernement autrichien, quelquefois 30 liv. sterl., quelquefois 50 liv. J'ai composé plusieurs ouvrages et je suis collaborateur de plusieurs revues.

Le maître d'hôtel : Le prince Metternich avait loué chez moi pour être tranquille. Depuis qu'il y est, plusieurs Autrichiens sont venus le demander à l'hôtel, et ils ne cessent pas d'importuner mon locataire.

Le prévenu : Votre locataire n'a rien à craindre de moi. J'ai passé auprès du prince l'autre jour, dans la rue ; je n'ai pas fait attention à lui ; je ne suis pas un homme de sang, moi.

Le magistrat : Pourquoi avoir brisé les vitres ?

Le prévenu : Je voulais que le public connût mes griefs.

Le magistrat : Vous avez agi d'une manière illégale et violente. Le propriétaire de l'hôtel a le droit de recevoir qui bon lui semble, et ses locataires ont droit à la protection de l'autorité.

Le prévenu est condamné à 6 sch. de dommages pour les carreaux cassés, et il devra trouver une caution qui réponde de sa bonne conduite.

(*Morning Herald*, 27 avril.)

HOLLANDE. — *Dublin*, 26 avril. — Aujourd'hui la cour du banc de la reine s'est occupée de l'affaire de MM. Mitchell, S. O'Brien et Magher.

A l'appel de son nom, M. Mitchell n'a point répondu.

L'avocat-général a dit qu'il devait se présenter en personne.

M. Colman O'Loghlin a répondu que M. Mitchell ayant obtenu la permission de se défendre par procureur, était parti pour l'Angleterre dimanche, une heure avant d'avoir été cité ; mais qu'on lui avait envoyé un message spécial, et qu'il pourrait être de retour dans la soirée.

La cour décide que M. Mitchell se présentera demain.

M. Mitchell entre dans la salle. Une copie de l'instruction lui est remise. Dans quatre jours, les débats s'ouvriront. (*Standard*, 27 avril.)

Après avoir proclamé l'indépendance, le gouvernement de Silésie s'est empressé d'envoyer des représentants près les puissances étrangères afin d'annoncer le nouvel ordre de choses, et de négocier dans l'intérêt du pays. Sont déjà partis, par le *Palermo*, le président Gronatelli, et Louis Scaglia pour Londres ; le baron Pisani et don G. Efarino pour Rome ; le comte Amari pour la Toscane et le Piémont ; don Michele Amari pour Paris.

Voici l'extrait d'une lettre particulière reçue ce matin à Londres : (*Times* du 27 avril.)

« Nous apprenons que le conseil privé a ordonné que la ville de Dublin fût proclamée en état de siège, et que l'on fit sur-le-champs perquisitions pour trouver des armes.

(3^e édition du *Sun*, du 27.)

— On a fait courir le bruit dans la Cité que l'état de siège allait être proclamé en Irlande ; mais il paraît plus vraisemblable que ce serait Dublin seulement qui serait mis en état de siège, si le lord-lieutenant faisait droit à la requête des magistrats. Les magistrats du comté de Dublin devaient s'assembler vendredi à Kill-Mainham, dans le but de suggérer au lord-lieutenant l'opportunité de proclamer l'état de siège à Dublin et de désarmer les mécontents.

(*The Express* du 27.)

— Dans la Cité, l'on blâme généralement la manie injustifiable de lord Palmerston de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Espagne, et l'esprit d'intrigue de M. Bulwer, seules causes de la complication survenue avec le gouvernement espagnol. Il n'est pas étonnant que le peuple espagnol ait éprouvé de l'indignation en voyant la manière arrogante dont on prétendait lui dicter la ligne de conduite qu'il avait à suivre.

(*Daily News*.)

— Le splendide schooner *The Gipsy Queen*, appartenant au noble duc de Stacpoole, a été confisqué au profit de la couronne pour délit de contrebande. Les commissaires des douanes ont rejeté le pourvoi formé au nom du duc.

(*London Telegraph*.)

PRUSSE. — *Berlin*, 24 avril. — D'après le recense-

ment de 1846, l'Etat prussien avait 16,112,938 habitants, dont 3,664,992, ou 22-73 sont électeurs primaires. Le nombre des électeurs proprement dit est de 32,226. On peut admettre comme terme moyen que 114 électeurs primaires de la monarchie choisissent un électeur. Tout l'Etat prussien a 402 députés à élire.

(Gaz. de Cologne, 27 avril.)

— Le gouvernement danois ayant donné à sa marine de guerre l'ordre de capturer les vaisseaux allemands, l'ambassadeur allemand a reçu l'ordre de demander immédiatement ses passe-ports, attendu que cette mesure, prise même avant que les troupes allemandes eussent passé la frontière fédérale, doit être considérée comme une déclaration de guerre de la part du Danemark.

— La Diète germanique a envoyé à Londres le sénateur Banks, non pour entamer de nouvelles négociations, mais pour exposer aux Anglais le véritable état des choses, et pour examiner par quels moyens on pourrait organiser promptement une marine allemande et protéger les intérêts du commerce allemand.

— M. Banks agit d'accord avec M. de Bunsen, attendu que, dans cette affaire, la Prusse s'identifie entièrement avec la Diète.

— Sur la demande des villes anseatiques, le gouvernement hanovrien établira promptement des batteries sur la côte pour protéger la navigation de l'Elbe.

(Gaz. univ. de Prusse, 26 avril.)

— Le journal *Zettungs-Halle* se plaint de certaines mesures de police qui ont été adoptées à l'égard de pauvres Polonais bannis, qui, après 17 ans d'exil, arrivés ici, continuent en partie leur voyage par le grand duché. Tout à coup la police a déclaré aux Polonais récemment arrivés qu'il fallait qu'ils se rendissent à Cracovie ou retourneraient en France. Quelques-uns qui étaient arrivés à Posen ont été arrêtés et renvoyés immédiatement à Berlin; puis on leur a ordonné de se rendre à Cracovie ou aux lieux d'où ils étaient venus.

La police n'a voulu écouter aucune réclamation. Cette affaire nous rappelle l'odieuse carte russe-provienne: n'est-il pas honteux qu'il soit encore en vigueur.

Autriche. — Vienne, 22 avril. — On écrit de Trieste, qu'on y attend l'amiral Napier avec neuf vaisseaux de ligne qui seraient destinés, dit-on, à agir contre Venise avec 20 bateaux à vapeur de Lloyd, transformés en bâtiments de guerre.

Le 23 courant, la nouvelle constitution sera proclamée et aucune appréhension n'existe à cet égard. Un ligorien, caché dans les rangs de la garde nationale, a été reconnu. Un autre espion a été découvert dans l'université.

(Gaz. de Cologne, 27 avril.)

— Le quartier-général du comte Nugent s'était avancé le 18 courant jusqu'à Palma-Nova. Ce jour-là, nos troupes ont battu dans de nombreuses rencontres des bandes d'insurgés, ensuite nos troupes ont occupé Prévance, Valvasone et Codraipo. Ces localités ayant résisté, on les a dévastées en y lançant des fusées. Partout les rebelles ont fui. Mardi, le comte Nugent voulait marcher sur Palma. Par l'occupation de Codraipo, Udine est menacé de tous les côtés, attendu que les régiments d'infanterie Hohenlohe et Prohaska ont reçu l'ordre de s'avancer vers Udine.

Les habitants se préparent à une énergique défense, mais dans quelques jours Udine sera occupée.

(Gaz. de Vienne.)

Frankfort, 22 avril. — Aujourd'hui, avant midi, le comité des 50 s'est réuni en séance extraordinaire pour s'occuper d'une réclamation du conseil populaire de Hanau, contre la présence d'un corps de troupes fédérales dans la province. Le président, M. Solron, a annoncé que Struwe et Hecker avaient été mis en fuite, et que le général de Gagern avait été tué d'une manière perfide. M. Wilhelm a invité l'assemblée à exprimer ses regrets de la perte de ce brave général. Tous les membres se sont levés à l'instant.

(Journal allemand de Frankfort.)

Carlsruhe, 24 avril. — Hier soir, six canoniers arrivés de Gottsan ont demandé la mise en liberté d'un de leurs camarades amené ici prisonnier de l'Oberland, pour insubordination. Une foule d'ouvriers se joignirent à eux; mais ils furent tous arrêtés par les soldats et la garde bourgeoise. Un des émeutiers a reçu un coup de sabre à la figure. Jusqu'à minuit, des patrouilles ont parcouru la ville. La tranquillité n'a plus été troublée.

(Gazette de Carlsruhe, 26 avril.)

Russie. — On craignait à Saint-Petersbourg, que le gouvernement ne prohibât l'exportation de l'or. Cependant, des lettres du 15 avril arrivées à Hambourg, annoncent que le ministère avait donné l'ordre aux autorités des douanes de ne pas empêcher l'exportation des métaux précieux par mer. (Gazette des Postes de Frankfort, 26 avril.)

Suisse. — Bâle, 25 avril. — Hier soir, un bateau ayant des hommes armés à bord, a descendu le Rhin. Le commandant des troupes suisses a donné l'ordre aux avant-postes qui se trouvaient sur la rive droite et la rive gauche d'arrêter ces bateaux et de faire feu s'ils résistaient.

Les élections pour l'Assemblée nationale ont commencé hier en Alsace; on assure que des troubles, à cette occasion, ont eu lieu dans quelques endroits, notamment à Haguenau. Beaucoup d'Israélites ont envoyé ici leurs familles et leur argent.

(Gaz. de Bâle, 25 avril.)

Du Neckar, 25 avril. — Une troupe de rebelles après avoir pillé les caisses publiques à Suisheim, est arrivée à Heidelberg, et a déclaré qu'elle avait été appelée pour proclamer la république. La garde civique est intervenue et a forcé les rebelles à déposer les armes et les a renvoyés chez eux.

On nous écrit de Mannheim que Grohe est arrêté et que Hoff a pris la fuite.

(Gaz. de Carlsruhe, 26 avril.)

Frontière de Bade, 22 avril. — Le nombre des réfugiés qui ont passé les ponts de Saekingen, Rheinfelden et à Laufenbourg, augmente chaque jour. Il y en a plusieurs centaines. Dix voitures de provisions leur ont été envoyées. Necker s'est rendu de la Bâle, Struve, qui était déjà sur le sol de l'Argovie, est revenu à Saekingen; leurté par un gendarme, il a été arrêté par la garde civique de

Saekingen. Quelques heures après, arrivèrent quelques cavaliers pour l'emmener, mais les bourgeois le mirent en liberté. Dans la soirée, il avait regagné le sol argovien. (Messager suisse.)

Danemark, 22 avril. — Le roi va mieux. On l'attend à Odense, où l'on prépare le château pour le recevoir. On vient d'appeler les réserves de guerre. Les troupes de Schleswig ont reçu de nouveaux renforts du Danemark.

(Boersenhalle, 24 avril.)

Schleswig Holstein, 24 avril. — Hier, après un combat ardent, les Danois ont été chassés de Bustrup jusqu'au Danewerke par les troupes prussiennes, qui se sont emparées ultérieurement de Schleswig.

Près de Messeinde, le 3^e bataillon, commandé par Bandissin, et le cinquième sous Zastrow, ainsi qu'une partie des corps francs, ont traversé le Schlei pour attaquer les Danois par derrière. Ils ont battu l'ennemi et pris deux canons.

Idem.

Dépêche adressée au Gouvernement provisoire par le général Wrangel, en date du 23 avril, quatre heures du soir. — Je vous annonce qu'après un combat opiniâtre de plusieurs heures, les Danois ont été repoussés, et qu'à deux heures de l'après-midi la ville de Schleswig est tombée en notre pouvoir jusqu'à la digue du château de Cotorp.

Nous avons ensuite renouvelé l'attaque avec l'aile gauche, et tourné la ville de Schleswig, puis nous nous sommes avancés jusqu'à la route de Flexibourg. A sept heures 1/2 du soir le combat était terminé.

(Corresp. de Hambourg, 25 avril.)

Grand duché de Bade. — Carlsruhe, 26 avril. — Notre Gazette contient, dans sa partie officielle, une ordonnance du grand-duc qui établit des mesures destinées à réprimer le mouvement républicain. Le grand-duc déclare qu'il pardonnera à ceux qui se sont laissés égarer, mais que la rigueur de la loi frappera sans pitié les chefs et moteurs. Suivant cette ordonnance, lorsqu'une localité, un district ou cercle sera déclaré en état de guerre, ce sera toujours pour un mois à moins que les circonstances ne permettent de le faire cesser plus promptement. On pourra faire usage des armes contre tout individu qui, dans un lieu déclaré en état de guerre, commettrait à main armée des violences contre les autorités civiles ou militaires.

Une autre ordonnance du grand-duc déclare en état de guerre, comme théâtre de la révolte, les cercles du Lac et du Haut-Rhin.

Fribourg, 24 avril. — Après deux heures de combat les Badois, Hessois et Nassoviens se sont emparés de la ville où ils ont été reçus avec acclamations. Les rebelles, venus de la montagne et ceux de la ville, commandés par l'étudiant Georges de Langsdorf, sont battus. Les rebelles venus de la Montagne étaient commandés par Siegel, ceux de la ville sortirent pour inquiéter les troupes. Ce matin, dès neuf à dix heures, les portes ont été canonnées et forcées par les troupes. Il y a eu plusieurs arrestations notamment celle de l'avocat de Rottek, de Langsdorf, etc.

Frontière Suisse, 24 avril. — Un combat est sans doute engagé en ce moment entre les troupes badoises et les corps-francs arrivés de l'Alsace. A midi et demi, on les a vus réunis à Kandern; ils étaient en grande partie armés de fusils et de faulx. Les troupes, averties à temps, sont parties pour Kandern. On assure qu'il y a eu un combat cet après-midi. On fixe à 4,700 le nombre des volontaires qui ont traversé le Rhin.

Bonnard, 20 avril. — La nuit dernière, soixante volontaires ont été pris, tout près de la frontière de Suisse, à une lieue de Stihlingen, par le premier régiment d'infanterie wurtembergeoise. Un volontaire a été tué près de Grimselshausen.

(Gaz. de Carlsruhe, du 26.)

Kastatt, 21. — On vient d'amener ici vingt-cinq rebelles, qui ont été faits prisonniers dans un combat près de Fribourg.

Frontière de Suisse, 22 avril. — On dit qu'il y a près de Kensen (Alsace), mille volontaires allemands, qui sont sur le point de traverser le Rhin. Des voyageurs assurent qu'il y a point de troupes de ce côté de la Kallenberg. Des troupes wurtembergeoises sont entrées dans Schworstellon. On ajoute qu'une centaine d'ouvriers allemands sont arrivés de la Suisse sur la hauteur de Léopold, mais sans armes.

23. — Cette après-midi, soixante volontaires armés ont paru à l'auberge de Grenzschorn, et se sont emparés du bâtiment de la douane. Un seul douanier, qui se trouvait là, s'est réfugié sur le territoire suisse. On dit que deux cent cinquante ouvriers allemands ont traversé le Rhin à Grand-Huningue.

(Idem.)

24. — On assure que, depuis quelques jours, Hecker est en Alsace, où il a reçu sa femme et quelques parents.

(Idem.)

Holstein. — Altona. — Le combat devant Schleswig a été terrible. Les Prussiens, sans attendre leurs canons, ont attaqué à la baïonnette. Les Danois se sont vaillamment défendus. Comme leurs positions étaient très-fortes, il a fallu beaucoup de sang pour les emporter. On dit que le beau régiment Alexandre a singulièrement souffert. Des blessés sont arrivés à Rendsbourg. On parle de 2,000 morts et blessés.

(Corresp. de Hambourg, 25 avril.)

Hambourg, 24 avril. — Nous apprenons de Rendsbourg que les troupes fédérales sent à deux lieues en avant de Schleswig. On écrit de Schleswig que l'avant-garde est entrée dans Flensbourg, où elle a été reçue avec enthousiasme par la population patriote allemande. Les Danois se sont retirés en désordre à Angeln. La perte, des deux côtés, a été considérable. Un régiment prussien a eu 190 hommes tués.

(Idem.)

Pologne. — Varsovie, 19 avril. — La commission du trésor a prohibé l'exportation des espèces d'argent, à l'exception des petites sommes nécessaires pour le voyage, mais qui ne doivent pas dépasser 100 roubles d'argent.

(Gazette de Silésie.)

Cracovie, 20 avril. — La frontière, qui était

ouverte jusqu'à ce jour, vient d'être occupée par un cordon militaire. Un voyageur arrivé de Varsovie, assure qu'on s'y attend à un événement important. Il est possible que l'occupation de la frontière ait été déterminée par cet événement.

(Idem.)

Égypte. — Alexandrie, 20 avril. — Ibrahim-Pacha est arrivé le 2 courant de Naples. Le vice-roi était arrivé la veille. Sa santé est très-affaiblie, ainsi que sa mémoire. Il ne peut plus gouverner. Hier, il y a eu un conseil de famille auquel ont assisté plusieurs hauts fonctionnaires. On a décidé qu'il serait formé une régence, composée d'Ibrahim-Saïd et Albas, pacha, et de plusieurs autres grands. Les actes du gouvernement porteront le nom de Méhémet-Ali.

Le commerce languit.

(Gaz. d'Augsbourg du 24.)

Italie. — Turin. — Hier, une panique s'est déclarée dans notre ville. La garde nationale, les carabiniers se sont précipités en toute hâte vers les quartiers de la Porta-Susa et de la Porta-d'Italia. Ces forces sont bientôt revenues ramenant quelques soldats sardes du régiment des chasseurs de la garde, il paraît que dans une hôtellerie près de la place della Consolata, une rixe a eulieu entre les soldats sardes. Un détachement de la garde nationale est accouru pour rétablir l'ordre; mais les soldats, en état d'ivresse, ont résisté. D'autres soldats sardes sont arrivés pour dégager leurs camarades, et la lutte devenait très-vive sans la surveillance des dragons à pied qui ont arrêté les soldats sardes. Il y a eu quelques blessés de part et d'autre; 28 hommes sont arrêtés.

L'accord parfait de la troupe de ligne avec la garde nationale, garantie du bon côté, a éclaté dans cette circonstance. On espère que cette échauffourée n'altérera pas la bonne harmonie entre les habitants de Turin et les Sardes.

(La Concordia de Turin, 24 avril.)

Gènes, 21 avril. — Trois personnages siciliens chargés d'une mission très-importante sont arrivés ici. Ils sont descendus à l'hôtel de Fédér. Ce sont : MM. Louis Seaglia, prince Granatelli et Carmello-Aguella. On doit leur donner une sérénade.

(Idem, du 24.)

Milan, 22 avril. — Gouvernement provisoire de la Lombardie. — (Bulletin particulier.) — Les colonnes toscanes, conduites par le général d'Arioferraro ont rejoint le quartier-général de l'armée. Elles s'élevaient à 5,000 hommes environ, outre 200 chevaux et 8 pièces d'artillerie. Il y a dans le nombre 1,500 volontaires, parmi lesquels se trouvent beaucoup de jeunes gens des familles de Siennese et de Florence. On attendait le corps universitaire de Pise qui maintenant doit être arrivé de Mantoue. On nous donne pour certain que les citoyens que les Autrichiens avaient pris pour otages ont été remis en liberté. Le gouverneur, après la base déjà établie, se borne à demander des vivres pour l'entretien de ses troupes, et à requérir des bœufs aux environs de la forteresse, et que du reste la cité est parfaitement tranquille. On ajoute cependant que la troupe manque de sel; les fourrages sont presque épuisés, et la grande humidité rend le séjour de la ville très-pernicieux pour la garnison dans laquelle on compte déjà plusieurs malades.

Une lettre arrivée du comitat de Bergame nous apprend qu'un corps d'Autrichiens a occupé le pont de Mosticicolo au-dessus de Clés, dans le Tyrol. Les habitants de Valtellina et de Valcamonica ont été vivement alarmés. Ils ont craint une invasion de notre territoire par l'ennemi du côté du Tonale. Pour bannir toute crainte, le ministre de la guerre a donné l'ordre de faire porter un corps de troupes régulières avec quelque artillerie, pour renforcer les volontaires, qui, des vallées adjacentes, accourent en grand nombre pour garnir cette importante position.

Par ordre du ministre de la guerre, C. REALE. (Feuille détachée.)

Goito, 18 avril. — Après quelques explorations, les brigades Giosta, Agri et Casale se sont portées du côté de Mantoue; elles s'élevaient à 12,000 hommes. Le comte Grifflini a dû exécuter un mouvement semblable. Le roi doit avoir pris part personnellement au combat. Il a été expédié des ordres pour faire de Goito des ambulances pour les blessés. Le duc de Savoie a passé en revue les troupes qui restent ici. Une partie de ces troupes se portera vers Mantoue; l'autre restera pour garder la ligne du Mincio.

L'armée piémontaise s'étant avancée jusque sous les murs de Mantoue, a rencontré un corps autrichien. Les Piémontais, en poursuivant l'ennemi, ont couru jusque sous la portée des canons des forts; après avoir eu quelques blessés, ils se sont retirés poursuivis par les Autrichiens qui ont été à leur tour reçus à coups de canon et qui ont été forcés de reculer après avoir essuyé une perte sérieuse.

19 avril. — A Vérone, les troupes ne manquent de rien, mais la population est en proie à la famine. Le sel et le tabac sont refusés aux habitants; les soldats seuls peuvent en avoir. Les Autrichiens sont au nombre de 20,000 hommes. On croit que les Allemands se retireront dans le Tyrol, et l'on dit qu'ils ont miné la dernière arche du pont de Castel-Vecchio.

Radetzki harcasse fréquemment les troupes pour relever leur moral. La ville subit toutes les rigueurs d'un état de siège. Tous les généraux sont, dit-on, de l'avis de la retraite. Radetzki seul répond qu'il combattrait tant qu'il lui restera un soldat.

(G. de Milan, du 21 avril.)

Milan, 19 avril. — L'armée piémontaise a fortifié tous les points depuis Goito, Valleggio, Monzambour, et Pont jusqu'à Peschiera. Le général piémontais Bava est à Goito et Salique, s'étend jusqu'à Valleggio. Dans ce dernier pays est campé le général Broglio. Le général Manno, avec ses troupes, est à Peschiera. C'est M. Carbolini, nonce apostolique près le roi Charles Albert, qui distribue les décorations aux braves. Les habitants se montrent partout disposés de la manière la plus favorable pour le soldat piémontais.

24,000 hommes de troupes toscanes, pontificales et napolitaines, savoir : 17,000 hommes de

troupes régulières et 7,000 volontaires se rallient à l'armée piémontaise. Toutes les mesures sont prises pour que le service des vivres soit assuré. On s'attend généralement à une attaque du côté de Mantoue par le duc de Savoie.

(Gazette de Milan, du 20 avril.)

Livourne. — Le paquebot à vapeur Palermo, de Sicile, vient d'amener 96 volontaires siciliens. La population et les officiers de la garde civique, ont été les recevoir au port. Les officiers et soldats du bataillon des volontaires napolitains ont fraternisé avec eux. Joseph Lamasa est à la tête de ce bataillon.

(La Patria, du 21.)

1,500 piémontais sont à Plaisance; ils doivent se réunir aux troupes toscanes qui ont passé le Pô à Brescello. Bulgari, riche propriétaire de la province de Mantoue, a une superbe villa à Marcaria. Il avait invité les officiers piémontais à un banquet. Quatre d'entre eux s'étaient rendus à cette invitation. Ces officiers, trahis par leur hôte, ont été surpris et enlevés par les Allemands. L'infâme Bulgari s'est sauvé. (L'Alba, du 21.)

Brescia, 19 avril. — La garnison de Peschiera a été considérablement augmentée. On a croit forte de 2,000 hommes avec une nombreuse artillerie. Le fourrage manque, le pays entre Vérone et Peschiera étant épuisé. Les batteries piémontaises destinées à ouvrir la brèche sont déjà disposées. L'aile gauche, sous les ordres du duc de Savoie, à peu de distance des murailles, n'attend plus que l'ordre de faire feu, mais le roi voudrait attendre la concentration de toutes les forces qui arrivent de tous côtés. Les colonnes toscane et pontificale sont à Borgoforte, plusieurs officiers supérieurs sont déjà au quartier général du Roi. Le roi a reçu une députation vénitienne. On ne doute pas de l'adhésion de Venise à une prompte et intime union italienne.

Da Ponti, 19 avril. — Le camp piémontais sous Peschiera est prêt à attaquer, l'artillerie a pris position.

Volta, 19 avril. — Charles-Albert est allé à Gazzoldo recevoir les troupes de Toscane et du pape, afin de concentrer avec elles l'attaque de Mantoue.

(Gaz. de Milan du 21 avril.)

Un bulletin de Vicence du 15 avril dit, et les lettres de Rovigo du 15, portent que le 16, 4,000 hommes de troupes pontificales ont dû entrer sur le territoire. Le général Durando, à la tête de ses troupes régulières (environ 12,000 hommes) devait, le 18, traverser Rovigo, se portant sur Padoue.

Le gouvernement provisoire de Milan, à la date du 19 avril, appelle aux armes les Lombards. Sainte est la guerre à laquelle la patrie vous appelle. Accourez à sa voix, fiers de porter le beau nom de soldats de l'indépendance italienne. La victoire commencée par les Lombards ne doit pas être achevée sans eux, et les volontaires Lombards ne peuvent pas, ne doivent pas rester au-dessous ni en arrière des volontaires romains, toscans, napolitains, piémontais et liguriens. En conséquence, sont appelés sous les drapeaux les contingents des jeunes gens nés en 1826 et 1827.

(Gaz. de Milan du 20 avril.)

Udine, 17. — Les avant-postes italiens faisant une reconnaissance du côté du territoire illyrien ont rencontré des troupes autrichiennes près Visico. Les corps francs du Frioul et de Bellune, appuyés par un petit détachement de troupes de ligne de Palma, sous les ordres du général Zachi, ont occupé le village de Visico. Le combat a duré quatre heures. Le village est devenu la proie des flammes. L'ennemi, par représailles, a été mettre le feu aux villages de Frivano et Tumbico. Il a été tué du monde dans ces deux affaires.

(Gazette de Milan, 21 avril.)

Les nouvelles du Tyrol, par la voie de Croire, font pressager le but d'une lutte obstinée entre le Tyrol allemand et le Tyrol italien.

(Idem.)

MILAN, 21 avril. — Bulletin du Gouvernement provisoire de la Lombardie. (Feuille détachée.) — Un courrier arrivé du quartier-général de l'armée piémontaise apporte ces nouvelles :

« Le roi Charles-Albert, ayant résolu de dégager la rive droite du Mincio, et de resserrer l'ennemi dans Mantoue, a dirigé de ce côté, le 19, un corps de dix huit bataillons; une brigade de cavalerie et trois batteries d'artillerie, sous les ordres du général baron Bava. La colonne, arrivée à onze heures du matin, en vue de la place, a commencé le feu auquel a répondu le fort de Pradella et quelques pièces d'artillerie de campagne disposées au dehors; mais l'artillerie piémontaise, soutenue par la brigade Aosta, profitant des accidents de terrain, a forcé l'ennemi à se réfugier en pleine retraite dans la forteresse. Le roi est parti ensuite par Castellochio pour Gozzoldo, où il a établi son quartier-général. »

— Le 20, sont arrivés à Volta des dragons autrichiens faits prisonniers à Villa Franca.

Gouvernement provisoire central de la Lombardie. — Depuis quelques jours réside ici M. Usiglio en qualité d'envoyé du Gouvernement provisoire de Modène. L'avocat Calucci est aussi arrivé à Milan en qualité d'envoyé de la République vénitienne.

(Idem.)

Espagne. — Madrid, 23 avril. — La première course de taureaux aura lieu demain. Cette fête promet d'être brillante. Jeudi prochain, un grand bal doit être donné au Palais, en l'honneur de l'anniversaire de la naissance de la reine-mère. C'est la reine qui a ordonné cette fête. Le bruit court, dans quelques cercles, que les émeutiers se proposent de susciter quelques désordres, soit pendant la course des taureaux, soit à l'issue de cette représentation, qui doit attirer beaucoup de monde. L'autorité est sur ses gardes elle saura maintenir la tranquillité.

Au reçu des lettres d'Andalousie. Il paraît que cette province se dispose à fêter dignement l'infante Luisa Fernanda et le duc de Montpensier.

On frapperait beaucoup plus de monnaie tous les jours, si les coins et ustensiles dont on se sert pour cette opération n'étaient pas dans un assez mauvais état. (Corresp. particulière.)

— Le célèbre Tom-Pouce est à la Havane son second voyage dans l'île de Cuba. On a vu son nouveau l'admiration des belles havanaises.

(Heraldo, 23.)

— On parle de nouveau de crise ministérielle. Les uns disent qu'on va élever au premier ministre M. Mon; d'autres assurent, au contraire, qu'on veut s'en débarrasser.

(Eco del comercio, 23.)

— On parlait hier dans quelques cercles de nouvelles notes passées au Gouvernement certains ambassadeurs d'autres puissances.

(Idem.)

— Entre autres nouvelles qui ont été lues hier soir, était celle de l'arrivée d'un diplomate napolitain, d'où l'on conclut que le roi de Naples pourrait fort bien venir à Madrid.

(Idem.)

— On a fait courir le bruit que les nouveaux duros d'Isabelle II avaient un titre plus élevé que celui des Napoléons (pièce de 5 fr.), et qu'ils n'auraient en change un bénéfice de 7 maravallas moins. Les essais que le gouvernement a fait immédiatement prouvent le contraire, c'est-à-dire que le titre des nouveaux duros, sans aucune perte dans la circulation intérieure, ne peut empêcher la sortie de la Péninsule, pour arrêter ces spéculations en échange, d'ailleurs, quelles nous avons tant perdu, et qui ont eu pour résultat de retirer du pays toute l'ancienne monnaie.

(Observador.)

— Le tirage à la conscription s'est passé tout avec le plus grand ordre. C'est une preuve du bon esprit et de la loyauté du peuple et de sa confiance dans le gouvernement.

(Faro del 2.)

— On dit que S. A. l'infante et son époux viendront à Madrid pour assister à la course de chevaux de demain. Samedi prochain est le jour fixé pour le départ de LL. AA. RR. pour Séville.

(Idem.)

— On écrit de Lisbonne au Morning Chronicle du 27 avril :

« Des proclamations incendiaires réclament la déchéance de la reine, elles ont été répandues dans la ville. On dit que sir H. Seymour a demandé que le vaisseau de guerre le Prince-Regent fut envoyé et restât à Lisbonne. Lord Palmerston fait d'insister à l'ambassade anglaise le relevé des forces navales du Portugal. (Nous en avons donné l'aperçu.) La reine a cédé, pour elle et la famille royale, 39,000 liv. des revenus d'une année pour les besoins de l'Etat. Le comité financier a proposé des réductions dans le budget de 1846-47 jusqu'à concurrence de 640 contos de reis (160,000 liv. sterl.). »

NOUVELLES DES DÉPARTEMENTS.

Troubles à Rouen.

On lit dans le Journal de Rouen : Nous avons à faire un récit bien navrant. Nous avions voulu espérer jusqu'au bout que les derniers plus ou moins graves dont notre ville avait été le théâtre pendant quelques semaines, prendraient fin au jour de l'élection, et que, tout parti se courbant devant la volonté générale, l'ordre du scrutin, quelle qu'elle fût, nous arriverait à l'époque de la réunion de l'Assemblée nationale sans qu'aucun conflit eût ensanglanté les murs de notre ville. Il n'en est malheureusement pas ainsi. Une inqualifiable agression, prenant les proportions de l'insurrection, est venue hier mettre en péril la sécurité de tous, et a nécessité le déploiement de toute la force armée dont notre ville peut disposer, tant en gardes nationaux qu'en troupes de ligne.

Dès le matin, beaucoup d'agitation se faisait remarquer sur la place Saint-Ouen par les groupes qui y stationnaient. Dans ces groupes se trouvaient des propos qui annonçaient des projets d'hostilité et des projets de vengeance contre la classe bourgeoise, personnifiée dans la garde nationale.

Dans l'après-midi, un groupe de très-jeunes gens affectait de traverser la place Saint-Ouen dans toutes les directions, s'approchant des lignes de gardes nationaux qui occupaient soit le poste, soit le péristyle de l'Hôtel-de-Ville, et les harcelaient par des propos plus ou moins blessants. Il semblait que ces malheureux étaient lancés en enfants perdus, comme pour exciter la garde nationale à s'irriter contre eux et à prendre de la prétexte pour donner suite à quelque plan de révolte arrêté et étudié d'avance.

L'événement l'a bien prouvé; car, vers les cinq heures et demie, le groupe d'enfants s'étant montré plus provocateur encore, et l'un d'eux, qui portait un drapeau, se distinguant entre tous par ses impertinences, les gardes nationaux l'empoignèrent pour le mettre en sûreté entre les mains de la police. Aussitôt les autres se répandirent de tous côtés, criant que les gardes nationaux les avaient maltraités. On s'est mis à propager, dans le même moment, que des coups de feu, sans sommation, avaient été tirés sur le peuple. C'était faux. Il y avait eu effectivement deux coups partis dans l'après-midi : l'un d'un fusil qui était au repos et debout dans la galerie inférieure de l'Hôtel-de-Ville; il n'avait atteint personne; mais ce coup avertit les gardes nationaux de la prudence qu'il y avait à conserver quelques fusils chargés pour une cause ou une autre dans les expéditions précédentes; et un seul autre fusil ayant été reconnu pour être chargé aussi, on s'empêcha de l'aller décharger dans le jardin de Saint-Ouen, contre un mur. Voilà tout.

Cependant les vociférations des enfants furent accueillies avec avidité par des meneurs qui s'efforçaient de provoquer tous les autres groupes de la place, et qui se mirent à courir de tous côtés, criant : « Aux armes ! on assassine nos frères ! » Au même moment, une patrouille de gardes nationaux, arrivant auprès de la place Saint-Ouen, fut assaillie par une bande qui entreprit de la désarmer. Elle se défendit comme elle put de cette agression, ne faisant usage que du couteau et de ses baïonnettes. Quelques gardes nationaux furent désarmés; mais la petite troupe ne se fit jour pour se replier vers le poste de l'Hôtel-de-Ville.

La place était envahie de plus en plus par les groupes; il était évident qu'un coup d'assaut allait être donné. Effectivement, les pierres commencent à pleuvoir sur la foule qui y était stationnée.

Un cheval qui était là de service fut immédiatement employé à une charge à fond pour briser la foule et dégager la place. Cette opération eut un plein succès. Mais les groupes et les meneurs se replièrent dans toutes les rues adjacentes, et entreprirent de dresser des barricades, ce qui fut exécuté en un clin d'œil, mais que de tous côtés les bons citoyens se mirent à leur poursuite, avertir les voisins du péril que courait l'ordre, et que les groupes étaient expédiés vers les casernes pour se rendre sur pied la ligne.

Sur les points de la ville, ce n'a pas été sans peine pour les gardes nationaux de s'asseoir sur plusieurs ont été accostés par des groupes et à mesure qu'ils sortaient individuellement de leur domicile, et plus d'une tentative a été faite pour les empêcher de se rendre à la République, à l'encoignure de la rue des Capucins, à l'égard de trois officiers de la garde nationale qui se dirigeaient vers la place Saint-Ouen.

Parvenus à se dégager, ils ont dû se rendre en attendant l'assistance de quelques forts armements avec lesquels ils pussent s'ouvrir la route jusqu'à la place Saint-Ouen.

Les barricades ayant été dressées seule dans la partie Est de la ville, la partie Ouest restait libre pour permettre l'agglomération de toutes les forces disponibles, pour les diriger ensuite sur les positions prises par les révoltés. Tout d'un coup la rue de la République et au débouché de la rue qui y ont accès, des barricades ont été dressées. Une compagnie de grenadiers, partie du poste de Pierre-Corneille, et s'étant groupée de cinquante à soixante gardes nationaux, avec leurs officiers, a attaqué ces barricades.

La compagnie, les a enlevées et s'est occupée de débarrasser la voie de tous les tensions de bouillottes qui étaient répandus, et bientôt la circulation libre dans toute la longueur de la rue, par la garde nationale mélangée, car c'est ainsi que deux armes ont été constamment associées pendant les opérations de cette fatale soirée.

Quatre barricades avaient été élevées au débouché de la place de Robec. L'une d'elles, formellement dressée, faisait face à la rue de la République. Sur le sommet de cette barricade se tenait un homme portant un drapeau, et du parapet de la barricade s'allongeaient des fusils. Le détachement qui s'avancait de la rue de la Chaine vers cette barricade pour l'enlever, comme les autres, seulement, la baïonnette, ne tarda pas à constater qu'il allait avoir affaire à plus forte partie. Il n'était pas au milieu de sa marche qu'il fut assailli par une grêle de pierres, et même par quelques coups de feu. Il était dans le cas de légitime défense; il riposta par une première décharge qui porta haut. Les révoltés, ne se déconcentrant pas et continuant de tirer, une deuxième décharge fut plus meurtrière: plusieurs hommes de la barricade y ont été tués ou blessés. Il était alors six heures et demie.

La barricade du côté de la rue Eau-de-Robec a été enlevée et détruite sans avoir été démolie; on a également détruit les trois autres, et l'on a transporté les blessés à l'Hôtel-de-Ville.

La place de Robec a été occupée toute la soirée par la garde nationale et la ligne. Mais aucune attaque n'a été suivie de ce côté.

Toutes les barricades avaient été formées aussi au débouché de la rue de Robec, au débouché de la rue du Bassin et de la rue du Pont-de-l'Arquet. Elles ont été successivement attaquées du côté de la rue de Robec et de la rue des Faux. Mais, comme y régnait une obscurité complète, on a dû attendre pour les enlever et les détruire que des lanternes fussent envoyées. Un homme, placé en avant, a été tué d'un coup de baïonnette. Un autre est tombé sous la fusillade sur la barricade même. Quand on a eu détruit la barricade, on n'a pas trouvé leurs corps.

Vers onze heures, une attaque a été faite sur le poste stationné aux coins des rues Damiette et de la République, et a provoqué une fusillade qui paraît avoir atteint personne. Mais un soldat de la ligne a été blessé d'une balle partie du côté des révoltés et qui lui a traversé la cuisse.

Vers neuf heures et demie, on avait entendu des coups de peloton dans la direction de Bicêtre. Nous avons été dans l'impossibilité de vérifier s'ils avaient pu être les révoltés.

Il paraît positif que des barricades ont été dressées aussi et gardées en force à la porte Guillaume-Lyon, à la Croix-de-Pierre et du côté du faubourg Saint-Hilaire.

A une heure, et même à deux heures du matin, la force publique s'employait aussi bravement à combattre toutes les agressions qui auraient essayé de franchir ces points; mais on a dû attendre jusqu'à l'aube pour opérer plus efficacement, parce que dans tous ces quartiers les réverbères étaient éteints, et qu'il était impossible d'agir en connaissance exacte des choses.

La plus grande partie de la ligne et de la garde nationale a occupé pendant toute la nuit toutes les grandes artères de circulation, se relayant par tour pour procurer à chacun quelques heures de repos. Dès le point du jour, toutes les forces seront sur pied, résolues à terminer l'insurrection.

Trois heures. — Les patrouilles continuent. On trouve toujours des individus arrêtés, à l'Hôtel-de-Ville.

Quatre heures. — Six cadavres ont été ramassés. L'un d'eux est criblé de plomb.

Cinq heures. — Les blessés recueillis, qui étaient soixante-dix, ont été portés à l'Hôtel-Dieu. A cette heure, le nombre des arrestations s'élève à environ quatre-vingts. Parmi ceux qui ont été ainsi saisis, on en a un professeur de la justice, on a reconnu un pensionnaire de la ville. Cet individu était monté sur une barricade et prêchait la révolte en distribuant de l'argent.

— Nous ne devons pas finir sans mentionner le

zèle montré par M. le maire, en cette circonstance, ainsi que par MM. le commissaire central, Avril, commissaire de police, et plusieurs autres fonctionnaires. Quant à la garde nationale, la cavalerie et l'artillerie, ainsi qu'à la brave troupe de ligne, leur dévouement est au-dessus de tout éloge.

On nous annonce ce soir que l'ordre est rétabli à Rouen.

CREPY. On nous écrit de cette ville, à la date du 25 avril :

Un fâcheux événement est survenu au moment des élections. Lundi 24, trois citoyens d'une commune voisine qui allaient à Crépy en cabriolet, ont fait une chute qui leur a été fatale; l'un d'eux a le nez presque coupé, un autre a un bras démis, le troisième, plus heureux, en a été quitte pour quelques contusions; le cheval a également été blessé. Hors cela tout s'est bien passé; la ville de Crépy a joui pendant deux jours, 23 et 24, d'une grande animation. Les électeurs en grand nombre, deux à trois cents quelquefois, arrivaient précédés des autorités de leurs communes, au son du tambour et du drapeau national. Deux repas ont eu lieu à la sortie de la ville, où des vins et des comestibles avaient été préparés par les soins des autorités des communes. Tout s'est passé avec ordre et régularité, et le dépouillement du scrutin, qui toutefois ne sera terminé que ce soir, fait connaître déjà qu'une grande majorité est acquise à M. Barrillon.

Authon. — Une collision fâcheuse a failli avoir lieu à Authon, à l'occasion des élections. La commune de Beaumont-les-Antels étant venue voter ayant en tête un drapeau sur lequel était écrit : *Vive le général Lebreton!* Des habitants d'autres communes n'ont pas trouvé cette inscription, sur un drapeau, de leur goût, et ont très-vivement manifesté leur mécontentement. L'autorité du maire, nous écrit-on, a été méconnée.

— On écrit de Marquise (Pas-de-Calais) :

M. Ed. Bétecourt, peintre en bâtiments et délégué du gouvernement, se rendait à cheval, samedi dernier, à Guignes; il se trouvait, vers onze heures du soir, entre Wimille et Waeschehem, à l'endroit nommé la Vallée Meurdacq, quand il fut accosté par deux individus qui lui demandèrent ses papiers. M. Bétecourt s'apprêtait à tirer les pistolets qu'il portait à la ceinture, quand l'un des assaillants le mit en joue et fit feu; la capsule seule partit, et un mouvement du cheval empêcha M. Bétecourt d'être atteint du second coup, qui ne se fit pas attendre. Le cavalier, étant parvenu à armer ses pistolets, courut sur ces deux hommes; mais ils avaient pris la fuite, et il ne put les rejoindre. Plainte a été déposée entre les mains de M. le sous-préfet de Boulogne.

— On écrit d'Ay au Journal d'Epemay : Nos élections cantonales se sont opérées dans notre ville au milieu de la plus grande tranquillité et avec le meilleur ensemble.

L'heureux esprit dont notre pays est animé nous le faisait présager. Nos voisins nous ont apporté leur sympathie avec une gaîté de cœur et un calme vraiment admirables.

Nous ne pouvions donc nous attendre qu'à d'heureux résultats de cette heureuse harmonie. Nous devons aussi savoir gré à notre sage et prévoyante administration de toutes ses dispositions qui n'ont rien laissé à désirer.

Voici le résultat des votes :

MM. Léon Faucher, 3,063; Ferrand, 2,978; Perrignon, 2,892; Bailly, 2,826; Bertrand, 2,788; Pouiller, 2,659; Dérond, 2,627; Aubertin, 2,523; Mathieu, 1,666; Dessain, 1,004; David, 922; Leblond, 887; Lecœur, 597; Paulin Paris, 450; Aubert-Roche, 290; Garinet, 187; Allyre Bureau, 179; Achille Morin, 173; Didron, 172; Haynard (Julien), 139; Menesson-Tonnellier, 137; Maldan, 127; Butot, 112; Louis Napoléon, 76; Duclerc, 63.

— Lundi dernier une petite habitation, assez mal famée, du reste, située de l'autre côté du pont de Marne, et vulgairement connue sous la dénomination un peu véridique de la Tour de Nesle, a été mise au pillage par plusieurs individus inconnus jusque'à présent. Les femmes qui occupaient ce taudis ont été maltraitées, et plusieurs objets mobiliers ont été jetés dans la Marne. Procès-verbal de ce fait a été dressé par la police d'Ay.

Auxerre, 28 avril. — Nous connaissons déjà les résultats des élections du plus grand nombre des cantons; ces résultats sont aussi satisfaisants que nous pouvions le désirer, et nous sommes dès à présent assurés que la députation de l'Yonne sera bonne.

Sept noms passeront sans débat; ce sont ceux des citoyens LARABIT, GUICHARD, MARIE, CORMÉLIN, ROBERT, RATHIER, VAULABELLE. Quatre candidats semblent se disputer les deux autres places; ce sont les citoyens RAMPOST, BEZINE, CHARTON, CARREAU. Jusqu'à présent le citoyen RAMPOST a l'avantage; nous faisons des vœux ardents pour qu'il le conserve; Sens et Avallon décideront cette question.

Nous avons vu avec un bien grand plaisir se réaliser nos espérances pour le citoyen Vaulabelle; quelques-uns de ses amis doutaient du succès. Nous savions bien, nous, que le peuple a une admirable intelligence pour reconnaître le vrai mérite.

Quelle éclatante réponse ce peuple tant calomnié vient de faire à tous ses détracteurs! Tout le monde est stupéfait aujourd'hui de l'ordre, du calme, et de l'ensemble avec lesquels il a voté en masses compactes. Il y a des cantons où il n'y a pas eu cinquante électeurs inscrits manquant à l'appel, et où à peine quelques voix ont été perdues. A Courson, par exemple, sur 2,068 votants, MM. Guichard et Larabit ont obtenu l'un 2,066, l'autre 2,064 suffrages. A Coulanges-la-Vineuse, à Cérissiers, on peut admirer le même accord. On peut affirmer à l'avance qu'il ne faudra pas moins de 20,000 voix à celui qui aura le moins pour arriver à la Constituante. Le défaut d'entente sur le choix d'un candidat ouvrier produit le fâcheux résultat que nous avons prévu; aucun ne passera, nous le craignons bien. Si les voix dispersées sur quatre s'étaient réunies sur un seul, il eût été élu à une immense majorité. Jusqu'ici, Rousseau, typographe, est celui des quatre qui a le plus de

voix; si les arrondissements le portaient, il nous resterait encore quelque espoir. Ceux qui se sont refusés à tout accord sur le choix d'un ouvrier ont dit : « Pénurie plutôt une candidature qu'un principe! » C'est là tout simplement une phrase très-sonore qui ne signifie rien au fond, à moins qu'elle ne veuille dire : « J'aime mieux être aveugle que borgne! » En somme, si un ouvrier n'est pas nommé, ce n'est pas aux électeurs ni à nous qu'il faudra s'en prendre.

Maintenant que la grande épreuve de suffrage universel est faite, nous pouvons dire avec bonheur que la parole de Montesquieu s'accomplit : « Le peuple libre est admirable dans le choix de ses représentants. »

Valenciennes, 26 avril. — L'opération longue et minutieuse du dépouillement des votes dans les trois sections des collèges électoraux des trois cantons de Valenciennes, a été commencée hier mardi 25 à trois heures après-midi, et s'est prolongée jusqu'à minuit. Reprise aujourd'hui de grand matin, elle dure encore. Le nombre des votants a été d'environ 12,000, ce qui donne un dépouillement d'à peu près 350,000 noms. Dans chaque section on a divisé le bureau en plusieurs groupes où l'on a appelé, comme scrutateurs, de jeunes membres du barreau, des clercs de notaires et d'avoués et un certain nombre d'électeurs de bonne volonté habitués à tenir la plume. L'opération se fait avec ordre, calme et convenance. On ne saurait encore, à l'heure où nous écrivons, exprimer une opinion absolue sur le triomphe de telle ou telle liste de candidats. Les noms de Lamartine et de Ledru-Rollin, de Regnard et de Descluze, têtes de colonne mises en opposition, semblent se balancer dans deux sections; dans la troisième, le canton Est (salle du conseil municipal) la liste des républicains modérés paraît l'emporter sur celle des radicaux. Si l'on considère la pression exercée par les clubs sur la population ouvrière de la ville, les moyens d'intimidation employés sur les électeurs naïfs des campagnes, les manœuvres patentes et cachées des hommes du pouvoir d'aujourd'hui pour faire triompher leur propre candidature, ce résultat peut être considéré comme favorable à la cause de l'ordre et de la liberté, car les radicaux regardant Valenciennes et Lille comme les deux quartiers-généraux de leur armée. S'ils ne font qu'y triompher faiblement, ils seront battus par leur infériorité marquée sur tous les autres points du département du Nord.

A Lille, il y a eu 48,774 votants dans les dix sections; le dépouillement n'est pas terminé.

— Les nouvelles qui nous parviennent de toutes parts sont favorables à la cause de l'ordre. A Iwuy (section de six communes) sur 1,800 votants, on n'a pas compté plus de 4 voix pour le citoyen commissaire Descluze. Dans le canton de Solesmes, M. Corne avait environ 1,870 voix, M. Regnard, 1,400; Descluze moins de 400. A Landrecies, tout le monde était d'accord, le commissaire-général n'a pas été porté du tout. Au Quesnoy, il n'a rien obtenu de la ville, mais il compte quelques voix isolées des communes de Maresches et Semeries. A Avesnes, on a fait comme à Landrecies, et à Maubeuge comme au Quesnoy. Nous n'avons pas de nouvelles des arrondissements d'Azebrouck et de Dunkerque, mais d'après la réception faite au commissaire-général dans la dernière de ces deux villes, il est facile de juger d'avance du nombre des partisans qu'il compte dans les communes flamandes du département.

— On écrit de Bourges, 26 avril :

Nous avons à déplorer des violences exercées à Vierzon. Voici les faits qui nous sont transmis :

« Dimanche dernier, un employé du chemin de fer, Belge de nation, vint dans la salle demander aux votants à voir leurs bulletins, les déchira et insulta les électeurs qu'il disait être carlistes. Est-ce ainsi qu'à Vierzon on entend la liberté? Que direz-vous encore en sachant que les plus honorables citoyens ont été chassés de l'enceinte? »

« Hier lundi, la commune de Massay vint apporter son vote : un digne compagnon du Belge vint recommencer les trains de l'employé du chemin de fer, mais un citoyen de Massay, moins patient, tomba sur l'agresseur; de là une lutte s'engagea. Cependant, la populace réclama l'extradition de l'un des membres du bureau. On la lui accorda. Une heure après, un détachement de garde nationale ramena M. le juge de paix, président du bureau, au milieu des huées et des vociférations de la foule, et aux cris incessants de : « A bas les carlistes! » Dès lors, la populace, maîtresse de la salle, déchira les bulletins qui ne lui convenaient pas et les remplaça par d'autres de son choix.

« Un membre du bureau proposa de ne pas recevoir ces votes, et d'en écrire de nouveaux sous la dictée des électeurs. On trouva que cela serait trop long. On admit les bulletins imposés. Appellera-t-on cette conduite de la fermeté, de la liberté, de l'égalité, de la justice, ou de quelque autre nom semblable? Croira-t-on à la validité de ces élections? Un membre, celui qui avait proposé d'écrire les bulletins, fut tellement indigné, qu'il donna sa démission.

« Un propriétaire des environs, qui possède un pied à terre ici, fut traîné, lui et ses enfants, qui sont des hommes déjà, par toute cette populace déchaînée, jusqu'à un quart de lieue. Là, on le fit mettre à genoux, disent les uns, on le laissa, disent les autres. Quoi qu'il en soit, on le força de retourner à pied, et on ramena sa voiture à Vierzon. Sans les gardes nationaux, il eût été sans doute victime de la fureur de quelques individus. (Droit commun.) »

On lit dans le *Fraternel d'Auxerre* :

Il n'y a pas de question plus importante pour une société que celle de l'éducation. Nous la traiterons bientôt avec tout le sérieux et toute l'étendue qu'elle mérite. Aujourd'hui nous publions sans réflexions la lettre suivante d'une institutrice mère de famille. Nous ne pouvons dire notre opinion sur le sujet dont elle s'occupe, parce que cette opinion ne doit pas être isolée de toutes les raisons qui ont concouru à former notre conviction.

Monsieur le rédacteur, Je vous prie d'insérer dans votre prochain numéro les réflexions suivantes :

Plusieurs candidats, plusieurs journaux ont émis le vœu que l'éducation fût commune et obligatoire. Je ne puis m'empêcher de dire hautement que ces candidats, ces journaux ne m'ont point paru comprendre la liberté. Ma qualité de mère me donne le droit, m'impose le devoir de repousser énergiquement un pareil système, et mon brevet d'institutrice n'est point capable de changer mes sentiments à cet égard. Je crois que ce communisme de l'éducation, en ôtant toute concurrence, ôterait toute émulation, tout zèle aux instituteurs de la jeunesse, et par là même tout progrès dans les études. Que l'Etat dispense gratuitement l'instruction et l'éducation aux pauvres, rien de mieux; mais qu'il soit permis à tout citoyen de donner lui-même ou de faire donner à ses enfants, comme il le veut et par qui il le veut, le pain de l'instruction et du cœur. Il me semble que nous autres, pères et mères de famille, nous avons autant de droits que l'Etat sur l'éducation de nos enfants. Eh quoi! pense-t-on que nous verrions avec plaisir ces autres nous-mêmes abandonnés aux soins d'instituteurs nationaux que nous soupçonnerions de donner à leur jeune âge du poison au lieu d'aliment, cette propriété que nous tenons de la nature, la plus chère et la plus inviolable de toutes les propriétés, confisquée par l'Etat, cultivée, exploitée malgré nous par des mains étrangères et parfois suspectes?

Agréez, Monsieur le rédacteur, l'assurance de ma parfaite considération.

J. PILON, femme BOURDILLAT. Lalande, le 22 avril 1848.

— On écrit de Toulouse, 26 avril :

« Nous apprenons que des troubles graves ont éclaté dimanche à Castelsarrasin, à l'occasion des élections. Deux communes du canton s'étant présentées pour voter, elles furent ajournées au lendemain, le vote du chef-lieu devant occuper toute la journée. Ces électeurs reprenant le chemin de leurs communes, lorsque, dit-on, sur les instances d'un curé, ils retournèrent et voulurent envahir la salle du vote. Les gardes nationaux de garde s'opposèrent à leurs desseins; de là naquit une effroyable mêlée; des pierres furent lancées sur la garde nationale, qui dut faire usage de ses armes. De part et d'autre, il y a eu des blessés, et même, dit-on, deux morts. »

(Indépendant).

Le Journal de l'Ain, du 23 avril, annonce qu'un mouvement populaire, qui pouvait avoir des suites graves, a eu lieu à Trévoux au début des élections générales. M. Bodin de Montrillon, maire de la commune de Saint-André de Corcy, se présenta à la salle du scrutin à la tête des électeurs de sa commune. Dès son arrivée, des groupes menaçants se formèrent et ces menaces allaient recevoir leur exécution, lorsque M. Petelin, commissaire général, se précipita au milieu de la foule. Plusieurs citoyens se joignirent à lui, et on parvint à arracher M. Bodin aux mains furieuses qui s'étaient emparées de lui, et à le conduire dans une maison particulière. Alors M. Petelin harangua de nouveau la foule et déclara que, lui vivant, on n'attenterait point à la personne de M. Bodin ni à son droit civique. M. Bodin, escorté du commissaire général, traversa ensuite la foule et se rendit à la salle du scrutin où il put exercer ses droits de citoyen.

ELECTIONS DES DÉPARTEMENTS.

Le Gouvernement a reçu aujourd'hui, par dépêches télégraphiques, les nominations suivantes :

Alpes (Hautes-). MM. Leydet, Denoie, Duchaffault, Chaix.

Ardennes. MM. Talon, cultivateur; Blanchard, avocat; Payer, chef du cabinet du ministre des affaires étrangères; Mortimer Ternaux, Toupot, Giver, Tranchard Robert (Léon).

Charente. Les citoyens dont les noms suivent ont été élus :

Planat, maire de Cognac; Laboussière, commissaire du Gouvernement; Hennessy, négociant à Cognac; Ernest Girardin, ancien député; Baud-Loribère, commissaire du département; Râteau, avocat à Bordeaux; Pongeon, avocat à Confolens; Mathieu-Bodet, avocat; Vallée, sous-commissaire du Gouvernement.

Côte-d'Or. MM. Monnet, ancien notaire; Maire de Montbard; Mauguin, ancien député; Magnin (Philippe), maître de forges à Dijon; Godart Poussignol, membre du conseil général; Edouard Bouqueret; James Demonty, commissaire du gouvernement; Joigneaux, rédacteur du *Châtillon-nais*; de Lamartine; Perrenet.

Drôme. MM. Bonjean, avocat à la cour de cassation; Mathieu, publiciste à Romans; Bayard, propriétaire à Saint-Donnat; Santyria, sous-commissaire à Montélimar; Rey, membre du conseil général; Cornier, ex-commissaire du gouvernement à Valence; Morin, propriétaire; Belin, avocat.

Gard. MM. Teulon, ancien député; Favant, commandant; Béchard, ancien député; Lavay, idem; Demiau, avocat général; Roux-Carbonel; Reboul, poète; Labryère (carme); Bousquet, ancien député; Chaput, avocat.

Gers. MM. Lavarrot, avocat, ancien député; Alem-Rousseau, avocat; Boubée; Gouyon jeune; le général Subervie; Aylies, ancien député; David, Carbonneau, avocat.

Landes. MM. A. Marrast, membre du Gouvernement provisoire, Bastiat (Frédéric); Lefranc (Victor), commissaire du Gouvernement. Duclerc, sous-secrétaire d'Etat aux finances; Duprat (Pascal); Vergers (Just), commissaire du Gouvernement; Marrast (François), propriétaire; Turpin, membre du conseil-général; Dampierre.

Loire (Haute-). MM. Breymand; Grellet (Félix); Lafayette (Edmond); Laurent, avocat; Bado, maire de Ruy; Charbonnel; Avand (Aug.); Lagrevol.

Lozère. MM. l'abbé Fayet, des Molles, Comandré, avocat. (Le 4^e n'est pas connu.)

Manche. On été élus :

MM. Vieillard, ex-député, commissaire du Gouvernement; Havin, ex-député, commissaire du Gouvernement; Laumondais, avocat; Demésange, président du tribunal de Mortain; Boulotignier, conseiller-d'Etat; Diguët, président du tribunal de Saint-Lô; de Tocqueville, ancien député; Delouch, avocat; Abraham Dubois, ancien député; Perrée (Louis), directeur du *Sicéle*; Dudouyt, avocat à Coutances; Desessarts, conseiller en cour d'appel; Gaslonde, professeur en droit à Dijon; Reybell, directeur des travaux hydrauliques à Cherbourg; Lempereur, ex-député.

Marne (Haute-). MM. Montrol, Chauchard, Toupot, Wallerdin, Delarbre, Milhoux, Courraux.

(Mayenne.) MM. Bigot, ex-député; Jaiet, agriculteur; Goyet-Dubignon; Dubois-Fresnay, capitaine du génie; Jules Raussel, maître de forges; Dutreil; Chennais, ex-député.

Meurthe. MM. Marchal, ancien député; Liouville, de l'Institut; Lafire, avocat; Viox, sous-commissaire à Lunéville; Saint-Ouen, avocat; de Ludre, ancien député; Charron fils, ancien notaire; Voisin, ingénieur; Leclerc, maître serrurier. (Deux représentants à connaître.)

Moselle. MM. Dornés aîné; Woithey, procureur-général; Jean Reynaud, à Thionville; Labbé, ancien notaire; Deshayes, propriétaire à Weidelsheim; Bardin, répétiteur à l'école polytechnique; Espagne, cultivateur; Totain, ouvrier maçon; Poncelet, du génie; Valette, inspecteur des écoles primaires; Antoine-Joseph, brasseur.

Pyrénées (Basses-). MM. Rogné, commissaire du Gouvernement; Condat, maire d'Oloron; Boutocq, maire de Bayonne; Renaud, propriétaire, à Saint-Jean-Pied-de-Port; A. Marrast, maire de Paris; Le-mbourg, sous-commissaire à Bayonne; Saint-Gaudens, sous-commissaire à Orthez; Dariste, propriétaire à Pau.

Pas-de-Calais. Piéron, ex-député; Petit, maire à Bryas; F. Degeorge, rédacteur en chef du *Progrès*; D'Hérembault, ex-député; Eymery, ingénieur; Lantoin-Harduin, propriétaire; Bellart-Dambicourt, négociant; Cary, propriétaire; Cornille, président du tribunal d'Arras; Pierret, négociant; Lebleu, capitaine du génie; Fourmentin, propriétaire; Saint-Amour; Olivier, propriétaire; Frechon; Lenglet, avocat; Denissel, brasseur.

Pyrénées-Orientales. MM. F. Arago, Et. Arago, Em. Arago, Guillon et Lefranc.

Seine-et-Oise. Pigeon, cultivateur, ancien élève de l'Ecole polytechnique; Durand, commissaire du Gouvernement provisoire; Landrin, commissaire du Gouvernement provisoire; de Luyne, Les-cuyer, Bezançon, ancien notaire; Lefèvre, maître de poste à Rambouillet; Berville, avocat-général; Remilly, ancien député; Pagnier, Saint-Hilaire, Flaudin, avocat.

Tarn. NM. d'Aragon, ancien député; Griselard, négociant à Alby; Carayon-Latour, ex-député; Et. de Voisins, Monton, le colonel Rey, Saint-Victor, de Poységur.

Faucluse. Ont été nommés représentants du peuple : MM. Paul Laboussière, ancien député; Eugène Raspail, ingénieur; Reynaud Lagardette, propriétaire; Elzéar Pin, agriculteur; Agriool Perdiguier, ouvrier menuisier; Bonbrousson, docteur médecin.

Vendée. MM. l'abbé de l'Episcap, grand-vicaire à Luçon; Crélier Dufongereux, propriétaire; Moreau, professeur à Mortagne; Defontaine, ancien magistrat; Rouille, avocat; Bouille de l'Ecluse, avocat à Paris; Detinguy, propriétaire. (Le 9^e n'est pas arrivé.)

ELECTIONS GÉNÉRALES. Le recensement général des votes du département de la Seine a commencé aujourd'hui, à neuf heures du matin, dans la salle Saint-Jean, à l'Hôtel-de-Ville, en présence des maires et adjoints des arrondissements et des délégués des sections.

De forts piquets de la garde nationale ont stationné toute la journée sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Il restait encore à connaître les votes de l'armée, un nombre de 12,500; ceux de Sceaux, Villejuif et Pantin.

Nous ignorons aussi le nombre de voix obtenu par les quinze principaux candidats dans les 2^e et 14^e arrondissements de Paris, les procès-verbaux de ces arrondissements n'étant arrivés à l'Hôtel-de-Ville que lorsque le dépouillement général était déjà assez avancé.

Loire (Haute-). MM. Breymand; Grellet (Félix); Lafayette (Edmond); Laurent, avocat; Bado, maire de Ruy; Charbonnel; Avand (Aug.); Lagrevol.

Lozère. MM. l'abbé Fayet, des Molles, Comandré, avocat. (Le 4^e n'est pas connu.)

Manche. On été élus :

MM. Vieillard, ex-député, commissaire du Gouvernement; Havin, ex-député, commissaire du Gouvernement; Laumondais, avocat; Demésange, président du tribunal de Mortain; Boulotignier, conseiller-d'Etat; Diguët, président du tribunal de Saint-Lô; de Tocqueville, ancien député; Delouch, avocat; Abraham Dubois, ancien député; Perrée (Louis), directeur du *Sicéle*; Dudouyt, avocat à Coutances; Desessarts, conseiller en cour d'appel; Gaslonde, professeur en droit à Dijon; Reybell, directeur des travaux hydrauliques à Cherbourg; Lempereur, ex-député.

Marne (Haute-). MM. Montrol, Chauchard, Toupot, Wallerdin, Delarbre, Milhoux, Courraux.

(Mayenne.) MM. Bigot, ex-député; Jaiet, agriculteur; Goyet-Dubignon; Dubois-Fresnay, capitaine du génie; Jules Raussel, maître de forges; Dutreil; Chennais, ex-député.

Meurthe. MM. Marchal, ancien député; Liouville, de l'Institut; Lafire, avocat; Viox, sous-commissaire à Lunéville; Saint-Ouen, avocat; de Ludre, ancien député; Charron fils, ancien notaire; Voisin, ingénieur; Leclerc, maître serrurier. (Deux représentants à connaître.)

Moselle. MM. Dornés aîné; Woithey, procureur-général; Jean Reynaud, à Thionville; Labbé, ancien notaire; Deshayes, propriétaire à Weidelsheim; Bardin, répétiteur à l'école polytechnique; Espagne, cultivateur; Totain, ouvrier maçon; Poncelet, du génie; Valette, inspecteur des écoles primaires; Antoine-Joseph, brasseur.

Pyrénées (Basses-). MM. Rogné, commissaire du Gouvernement; Condat, maire d'Oloron; Boutocq, maire de Bayonne; Renaud, propriétaire, à Saint-Jean-Pied-de-Port; A. Marrast, maire de Paris; Le-mbourg, sous-commissaire à Bayonne; Saint-Gaudens, sous-commissaire à Orthez; Dariste, propriétaire à Pau.

Pas-de-Calais. Piéron, ex-député; Petit, maire à Bryas; F. Degeorge, rédacteur en chef du *Progrès*; D'Hérembault, ex-député; Eymery, ingénieur; Lantoin-Harduin, propriétaire; Bellart-Dambicourt, négociant; Cary, propriétaire; Cornille, président du tribunal d'Arras; Pierret, négociant; Lebleu, capitaine du génie; Fourmentin, propriétaire; Saint-Amour; Olivier, propriétaire; Frechon; Lenglet, avocat; Denissel, brasseur.

Pyrénées-Orientales. MM. F. Arago, Et. Arago, Em. Arago, Guillon et Lefranc.

Seine-et-Oise. Pigeon, cultivateur, ancien élève de l'Ecole polytechnique; Durand, commissaire du Gouvernement provisoire; Landrin, commissaire du Gouvernement provisoire; de Luyne, Les-cuyer, Bezançon, ancien notaire; Lefèvre, maître de poste à Rambouillet; Berville, avocat-général; Remilly, ancien député; Pagnier, Saint-Hilaire, Flaudin, avocat.

Tarn. NM. d'Aragon, ancien député; Griselard, négociant à Alby; Carayon-Latour, ex-député; Et. de Voisins, Monton, le colonel Rey, Saint-Victor, de Poységur.

Faucluse. Ont été nommés représentants du peuple : MM. Paul Laboussière, ancien député; Eugène Raspail, ingénieur; Reynaud Lagardette, propriétaire; Elzéar Pin, agriculteur; Agriool Perdiguier, ouvrier menuisier; Bonbrousson, docteur médecin.

Vendée. MM. l'abbé de l'Episcap, grand-vicaire à Luçon; Crélier Dufongereux, propriétaire; Moreau, professeur à Mortagne; Defontaine, ancien magistrat; Rouille, avocat; Bouille de l'Ecluse, avocat à Paris; Detinguy, propriétaire. (Le 9^e n'est pas arrivé.)

ELECTIONS GÉNÉRALES. Le recensement général des votes du département de la Seine a commencé aujourd'hui, à neuf heures du matin, dans la salle Saint-Jean, à l'Hôtel-de-Ville, en présence des maires et adjoints des arrondissements et des délégués des sections.

De forts piquets de la garde nationale ont stationné toute la journée sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Il restait encore à connaître les votes de l'armée, un nombre de 12,500; ceux de Sceaux, Villejuif et Pantin.

